



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3660

Texte de la question

PLAN D'ÉQUILIBRE DES FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à Mme Chantal Robin-Rodrigo, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Monsieur le Premier ministre, vous avez raison : il faut dire la vérité aux Français sur la situation économique et financière de la France.

La vérité, c'est que vous présentez un deuxième plan de rigueur de plus de 18 milliards d'euros qui s'adresse surtout aux agences de notation car, malheureusement, nous savons tous qu'il sera insuffisant.

La vérité, c'est que, depuis cinq ans, ce sont 40 milliards d'euros en cadeaux fiscaux et 70 milliards d'euros en niches fiscales que vous avez offerts aux plus aisés.

La vérité, c'est qu'en dix ans de gouvernement UMP, la dette publique est passée de 900 à 1 800 milliards d'euros.

La vérité, c'est que c'est votre gestion et non la crise qui est responsable des deux tiers de la dette, comme le souligne le rapport de la Cour des comptes. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

La vérité enfin, c'est que vous demandez toujours plus d'efforts aux mêmes : 5,2 milliards d'euros d'impôts supplémentaires pèseront à 86 % sur le revenu des ménages et la consommation.

Les Français devront travailler plus pour gagner moins. Taxe sur les mutuelles, hausse de la CSG sur les salariés, déremboursements de médicaments, entraves à l'accès aux soins, instauration d'une journée de carence supplémentaire en cas d'arrêt maladie, gel des prestations sociales et réforme accélérée des retraites sont autant de mesures que vous avez prises et qui mettent à mal la solidarité nationale. La précarité explose : 8 millions de nos concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté.

Non, monsieur le Premier ministre, nous ne dénigrons pas la France car nous l'aimons ; nous constatons l'échec de votre politique, et les Français doivent savoir la vérité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Alors, dites-nous comment vous allez soutenir le pouvoir d'achat des ménages et relancer l'économie dans de telles conditions. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Madame la députée, vous dites que le Gouvernement est responsable de la dette.

M. Michel Lefait. Absolument !

M. François Baroin, *ministre*. À mon tour, je voudrais vous poser une question : comment expliquez-vous que la dette, au cours de ces dernières années, ait augmenté de manière aussi spectaculaire en Angleterre, en Irlande, en Grèce, en Italie, en Espagne, aux États-Unis ?

M. Pierre Gosnat. Parce qu'ils mènent la même politique que vous !

M. François Baroin, *ministre*. Est-ce le gouvernement de François Fillon, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, qui est responsable de la situation en Allemagne, en Irlande, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce ?

Non. C'est évidemment l'impact de cette crise mondiale sans précédent qui s'est traduit dans la réalité des finances publiques de l'ensemble des pays.

M. Michel Lefait. Pour un tiers seulement !

M. François Baroin, *ministre*. La France n'étant pas une île, elle n'a malheureusement pas échappé à cet impact.

Pour notre part, nous nous efforçons de définir une stratégie, avec une méthode, un calendrier, des objectifs, des rendez-vous qui constituent autant d'engagements que la France prend vis-à-vis de ses partenaires européens.

C'est cela qui a été présenté ce matin au conseil des ministres à travers le collectif budgétaire. C'est cela qui sera en discussion devant la représentation nationale : un projet de budget corrigé équilibré, qui adapte la croissance à l'évolution d'un contexte international incertain et qui permet aussi de faire l'effort nécessaire en matière de dépenses et de recettes pour protéger notre modèle social, auquel, comme vous et sincèrement, nous sommes attachés. Nous nous efforçons de le préserver coûte que coûte, malgré cette période de disette budgétaire, afin que la crise ne frappe pas les plus fragiles d'entre nous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3660

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 novembre 2011